

**INTERVENTION de Mme Danuta Hübner, commissaire européenne pour la politique régionale.**

Le Creusot 9 janvier 2009,

"Le défi 'énergétique dans le cadre de la politique de cohésion et l'importance de l'innovation".

Intervention pour l'introduction du débat lors du déjeuner de travail au château de la Verrerie au Creusot.

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Régional, Mesdames et Messieurs.

Permettez-moi de vous exprimer le grand plaisir d'être ici présente parmi vous en Bourgogne. Les contacts directs me permettent de mieux appréhender les forces et les faiblesses des territoires, les difficultés, les réussites et aussi les attentes des régions. Je prends avec moi vos messages, pas seulement à Bruxelles mais également vers d'autres régions.

Nous aujourd'hui face à une importante crise économique et financière. La Commission a pris l'initiative de proposer aux États membres un cadre visant à renforcer l'économie réelle, au travers d'un "plan européen de relance économique", adopté le 26 novembre dernier.

La politique de cohésion y prend toute sa place, notamment, pour accélérer la mise en œuvre des programmes européens. A cet effet, la Commission a fait un certain nombre de propositions, actuellement avec le parlement européen. Premièrement, une simplification des règles pour faciliter l'utilisation des crédits communautaires. Deuxièmement, une avance additionnelle de 2,50%. La Bourgogne pourrait ainsi bénéficier d'une avance complémentaire à hauteur de 4,640 M€ au début de 2009. Troisièmement, la création de la possibilité de cofinancer des mesures d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables dans le secteur du logement. Enfin, pour ce qui est de la période 2000-2006, la Bourgogne, comme les autres régions françaises, disposera de 6 mois supplémentaires pour la clôture de ses programmes. Notre objectif principal des ces propositions est de fluidifier les programmes et les rendre plus agile, plus rapide dans leur exécution.

En lien avec nos thèmes d'aujourd'hui – l'énergie et la nécessité de l'innovation – j'aimerais commencer avec les défis futurs pour les régions

européennes. Nous venons de publier une étude - "Regions 2020" - qui analyse les effets de quatre défis majeurs sur toutes les régions européennes d'ici 2020, à savoir la mondialisation, le changement climatique, et la démographie et les défis liés à la sécurité énergétique.

Les problèmes résultant de ces nouveaux défis aboutiront souvent aux pertes de compétitivité, d'emploi et de cohésion sociale. Les quatre défis clés montrent toutefois de fortes variations régionales. Ceci souligne la nécessité pour des réponses "sur mesure" ainsi que la nécessité absolue de transformer ces défis en opportunités. Pour nous, le soutien de la Communauté à travers de la politique de cohésion, même s'il est financièrement limité, fournit une plus-value réelle aux politiques nationales et régionales. Notamment en raison d'une promotion de nouvelles approches et surtout la réorientation de l'investissement public et privé vers les priorités de Lisbonne, vers l'innovation et la compétitivité.

La politique de cohésion est la seule politique communautaire qui fonctionne par une approche intégrée. Ceci qui permet aux pouvoirs publics d'exploiter des synergies des différents politiques mais aussi de miser, avec confiance, sur un système de gouvernance a niveaux multiples. Les réponses, même aux grands défis, sont souvent locales ou régionales. En effet, les investissements sont conçus et mis en œuvre par ceux qui connaissent les avantages et les faiblesses locaux le mieux. Cet aspect est essentiel dans un monde mondialisé où le développement économique dépend de la coordination, souvent complexe, entre différentes politiques. Ce qui, à son tour, exige la proximité géographique des acteurs.

Pour ce qui est du défi énergétique pour nos régions, il est clair que les développements futurs dépendront de la capacité de l'Union d'élaborer une politique commune qui assure le bon fonctionnement du marché

intérieur ainsi que de notre sécurité d'approvisionnement. Les évènements récents en Ukraine nous donnent non seulement raison de nous soucier de l'approvisionnement mais aussi des bonnes raisons de mettre en place une politique commune où les risques et les avantages sont partagés.

Pour les régions, et de manière générale, les prix fluctuants toucheront certaines régions européennes plus que d'autres selon la teneur en carbone de leur système énergétique, leur dépendance de transport, l'intensité d'énergie des industries et l'efficacité énergétique. À cet égard, notre analyse montre qu'il y a des effets "centre-périphérie" assez importants selon que la production d'énergie est plus intense en gaz carbonique ou réduite en productivité énergétique. Les régions du Sud et de l'Est de l'Europe sont dans ce dernier cas de figure. Ceci est préoccupant, bien sûr, dans la mesure où le monde de demain sera plus restreint en termes de production de gaz carbonique – "carbon constrained world" en anglais – et que ceci pourrait limiter la convergence et réduire la compétitivité.

Pour soutenir le développement des régions efficaces en énergie et créer ainsi des situations avantageuses à la fois économiquement et écologiquement, les investissements importants sont nécessaires. Je pense notamment aux investissements au niveau local comme dans l'efficacité énergétique des services locaux, l'amélioration des transports en commun, le transport urbain durable ainsi que la production des énergies renouvelables.

La Bourgogne démontre une vulnérabilité par rapport à ces quatre défis. Ce sont bien sûr des projections méritant une analyse plus détaillée, mais pour faire face à ces défis je crois que nous devons nous préparer à un ajustement structurel et même à une nouvelle révolution industrielle. Cette restructuration, pour être couronnée de succès, devra

être basée sur l'innovation continue tant au niveau des produits, de la gestion et des processus, qu'au niveau du capital humain et social. Elle devra également intégrer les nouvelles technologies vertes. J'en suis convaincue que seulement de cette façon, en misant sur l'innovation et la compétitivité, pourrons-nous sortir renforcés de la crise actuelle et faire face aux défis que je viens d'évoquer.

De manière générale, les régions investiront massivement dans l'innovation. En effet, environ 86 milliards d'euros ou 25% du total sont fléchés pour l'innovation dans le cadre de la politique de cohésion sur la période 2007-2013. Les conditions pour l'innovation en Bourgogne sont bien sûr différentes comparées aux régions comme Ile-de-France. Néanmoins, la programmation pour la période 2007-2013 montre que la région entend privilégier une nouvelle approche de l'intervention des fonds en considérant l'innovation et le développement durable comme des fils conducteurs de la mise en œuvre des politiques territoriales.

Pour favoriser l'innovation, la Bourgogne peut notamment s'appuyer sur les 4 pôles de compétitivité et d'excellence de la région. Le Pôle Nucléaire bien sûr, mais aussi Vitagora pour le "goût-nutrition-santé", le Pôle Image et ingénierie numérique et aussi le Pôle de la performance à Magny-Cours lié à la compétition automobile.

Ces facteurs sont cruciaux, mais gardons à l'esprit que l'innovation n'a pas de finalité propre. Elle est, avant tout, au service des priorités de développement économique que vous avez identifiées pour votre région.

Pour conclure, il est clair que la compétitivité et la prospérité dépendent de la capacité des hommes, des femmes et des entreprises à pleinement valoriser leur potentiel et celui de leur territoire et je crois que la Bourgogne s'est clairement engagée dans cette voie. Les exemples très divers de la dynamique bourguignonne, que j'ai eu l'occasion de voir

aujourd'hui notamment ici à Creusot, démontre clairement la volonté régionale d'avancer sur des pistes parallèles de développement, tenant compte de la richesse et surtout la diversité de son territoire.

Aujourd'hui, pour atteindre la prospérité et pour avoir de la réussite dans compétitivité, vous devez vous ouvrir davantage aux autres et renforcer la coopération, non seulement avec vos voisins mais aussi avec le monde. Pour faire à ces défis, que j'ai mentionnés, et sortir renforcés de la crise, mais aussi pour profiter des opportunités de cette révolution verte, nous devons travailler ensemble et coopérer à tous les niveaux: européen, national, régional et local. Ceci est la réalité des régions, en effet, les atouts et le développement sont créés lorsque le partenariat fonctionne et s'ouvre vers l'international.

Pour terminer, je vous souhaite une pleine réussite dans la mise en œuvre des programmes européens pour la période 2007-2013.